



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 27 mars 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
27 mars 2025
n° 12 / 8077^e
pages 529 à 576



ÉDITORIAL

529 La justice est aussi une affaire de récit, *Ta promesse*, 2025, Thibault de Ravel d'Esclapon

ACTUALITÉS

- 533 Contrefaçon (action civile) : localisation des faits sur le territoire national
- 534 Société civile (nantissement) : vente forcée des parts sociales
- 534 Propriété (usucapion) : constatation par voie de requête
- 535 Données personnelles (droit de rectification) : sexe d'un réfugié transgenre
- 537 Télétravail (indemnité) : occupation du domicile à des fins professionnelles
- 536 Pourvoi (pouvoir spécial) : avocat associé d'une société d'avocats inter-barreaux
- 539 Avocat (inscription au tableau) : juriste d'entreprise en droit social
- 539 Avocat (inscription au tableau) : juriste d'entreprise chargé de la compliance
- 539 Avocat (inscription au tableau) : juriste d'une organisation syndicale

POINT DE VUE

540 À quoi bon le droit ?, *Karine Parrot et Noé Wagener*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

- 549 Chambre sociale, *Marie-Pierre Lanoue, Julie Thomas-Davost et Marie-Anne Valéry*
- 558 Chambre criminelle, *Faty Diop, Samuel Gillis, Benjamin Joly, Philippe Mallard et Olivier Violeau*
- 564 **Panorama** : Contentieux familial, *Mélina Douchy-Oudot*
- 572 **Note** : Contrats bancaires : précisions sur les obligations du prêteur et la modération des clauses pénales, *note sous Com. 11 déc. 2024, Marie Zaffagnini*

ENTRETIEN

576 *Karine Parrot* – Le droit du sol, quels enjeux ?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

322512



9 782993 225127

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty de Falco
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABENT, NICOLAS DUBAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI
Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 1117 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mars 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Thibault de Ravel d'Edapon

La justice est aussi une affaire de récit
Ta promesse, 2025

529

ACTUALITÉS

532

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Clause abusive : services de développement
sportif, CJUE 20 mars 2025

Clause abusive (nullité) : dissociation
des effets restitutifs, CJUE 13 mars 2025

Propriété intellectuelle

Certificat complémentaire de protection :
recours contre les décisions, Com. 19 mars 2025

Contrefaçon (action civile) : localisation

des faits sur le territoire national,
Crim. 18 mars 2025

Société et marché financier

Société civile (nantissement) : vente forcée
des parts sociales, Civ. 1^{re}, 19 mars 2025

534

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Propriété (usucapion) : constatation par voie
de requête, Civ. 3^e, 13 mars 2025

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (vice caché) : calcul du délai
de prescription et du délai butoir,
Com. 19 mars 2025

Famille-Personne-Succession

Divorce (conflit de lois) : notion de résidence
habituelle, CJUE 20 mars 2025

535

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (reprise pour exploitation) :
contestation du congé par le preneur,
Civ. 3^e, 13 mars 2025

535

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (droit de rectification) :
sexu d'un réfugié transgenre,
CJUE 13 mars 2025

535

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Échec à l'exécution de la loi : exercice
du droit de préemption, Crim. 19 mars 2025

Procédure pénale

Action publique (prescription) : fixation
du point de départ, Crim. 18 mars 2025

Pourvoi (pouvoir spécial) : avocat associé
d'une société d'avocats inter-barreaux,
Crim. 18 mars 2025

537

DROIT PUBLIC

Environnement

Dommages causés à l'environnement :
mesures de remise en état, Crim. 18 mars 2025

Santé publique

Hospitalisation d'office : placement en unité
pour malades difficiles, Civ. 1^{re}, 19 mars 2025

537

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Télétravail (indemnité) : occupation du domicile

à des fins professionnelles, Soc. 19 mars 2025

Licenciement (preuve) : admissibilité

des témoignages anonymes, Soc. 19 mars 2025

Inaptitude du salarié (licenciement) : portée de

l'avis du médecin du travail, Soc. 19 mars 2025

Inaptitude du salarié (reclassement) :

périmètre du groupe, Soc. 19 mars 2025

539

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (inscription au tableau) :

juriste d'entreprise en droit social,
Civ. 1^{re}, 19 mars 2025

Avocat (inscription au tableau) :

juriste d'entreprise chargé de la compliance,
Civ. 1^{re}, 19 mars 2025

Avocat (inscription au tableau) : juriste d'une

organisation syndicale, Civ. 1^{re}, 19 mars 2025



POINT DE VUE

540

À quoi bon le droit ?
par Karine Parrot et Noé Wagener



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

542

Les raisonnements probabilistes des juges
par Étienne Vergès et Géraldine Vial

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

549

Chambre sociale
par Marie-Pierre Lanoue, Julie Thomas-Davost
et Marie-Anne Valéry

558

Chambre criminelle
par Faty Diop, Samuel Gillis, Benjamin Joly,
Philippe Mallard et Olivier Violeau

PANORAMA

564

Contentieux familial
janvier 2024 – décembre 2024
par Méline Douchy-Oudot

NOTE

572

Contrats bancaires : précisions sur les obligations
du prêteur et la modération des clauses pénales,
note sous Com. 11 déc. 2024
par Marie Zaffagnini



ENTRETIEN

576

Karine Parrot – Le droit du sol, quels enjeux ?

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).

Revue de jurisprudence de Droit des Affaires

04/25

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Base de calcul de la créance de restitution de l'indu issue d'une clause d'indexation non écrite

Cass. 3^e civ. 23-1-2025 n° 23-18.643 FS-B : Décisions 189

Lorsqu'une clause d'indexation est réputée non écrite, le locataire peut demander la restitution du trop-perçu de loyers qui en résulte, calculé sur la base du loyer initial qui aurait été dû à défaut d'application d'une telle clause.

Indemnisation du candidat à l'attribution d'un contrat public irrégulièrement évincé

CE 31-10-2024 n° 490242 : Décisions 197

L'entreprise illégalement évincée de l'attribution d'un contrat public a le droit d'être indemnisée de son manque à gagner, égal au chiffre d'affaires non réalisé, déduction faite de ses charges variables et de la part des coûts fixes affectés à l'exécution du contrat.

Inexécution d'un contrat d'entreprise

Cass. 3^e civ. 16-1-2025 n° 23-17.265 FS-B : Décisions 199

Un entrepreneur ne peut pas imposer la réparation en nature du préjudice qu'il a causé.

Droits d'enregistrement applicables à une cession de droits sociaux précédée d'une transformation non publiée

Cass. com. 18-12-2024 n° 23-21.435 F-B : Décisions 211

Les droits d'enregistrement d'une cession de droits sociaux sont liquidés selon la nature juridique des droits déterminée à la date du transfert de propriété, peu important qu'une transformation antérieure de la société n'ait pas été publiée au RCS lors de la formalité d'enregistrement.

La vocation professionnelle d'un compte courant ne dépend pas de ses conditions d'utilisation

Cass. 1^e civ. 18-12-2024 n° 23-20.785 F-B : Décisions 221

Les dispositions régissant le crédit à la consommation ne s'appliquent pas à la convention de compte courant à vocation professionnelle, vocation qui s'apprécie à la date de l'ouverture du compte, peu important son utilisation ultérieure.

Exclusivité du régime de responsabilité de la banque en cas de virement non autorisé ou mal exécuté

Cass. com. 15-1-2025 n° 23-13.579 FS-B : Décisions 224

La responsabilité d'une banque pour paiement non autorisé ou mal exécuté ne peut être recherchée que selon le régime spécial du Code monétaire et financier. Elle ne peut pas l'être sur le fondement du droit commun, par exemple pour manquement au devoir de vigilance de la banque.

La cour d'appel de Paris n'est pas liée par le communiqué « sanctions » de l'Autorité de la concurrence

Cass. com. 8-1-2025 n° 22-22.610 FS-B : Décisions 228

Le communiqué « sanctions » de l'Autorité de la concurrence n'ayant pas de valeur réglementaire, la cour d'appel de Paris n'exerce son pouvoir de réformation des décisions de l'Autorité qu'au regard des critères légaux d'appréciation des sanctions et des normes de rang supérieur.

Pratiques restrictives de concurrence : en appel, Paris a une compétence d'attribution exclusive

Cass. com. 29-1-2025 n° 23-15.842 FS-B : Décisions 232

Les textes désignant la cour d'appel de Paris pour connaître des recours en matière de pratiques restrictives de concurrence instituent une règle de compétence exclusive et non une fin de non-recevoir.

Revue Lamy de la concurrence

La directive sur le devoir de vigilance et le droit des ententes

Cheik GALOKHO

**L'Autorité sanctionne 12 fournisseurs et distributeurs
dans le secteur des produits de l'électroménager
à une amende de 611 millions d'euros**

Alexandre APEL

**La politique de la concurrence évolue : comment les entreprises
peuvent-elles s'adapter ?**

Étienne CHANTREL

La clémence à la croisée des contentieux

Marie DUMARÇAY

**Fondement et modalités d'évaluation du préjudice de l'agent
commercial en cas de cessation de ses relations avec le mandant**

Mathieu LE BESCOND de COATPONT

**Extension du régime de l'incompétence aux cours d'appel
non spécialisées**

Rafael AMARO

Direction scientifique

Muriel CHAGNY :
Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit
de la concurrence et des contrats, UVSQ – Paris Saclay

Conseil scientifique

Virginie BEAUMEUNIER :
Inspectrice générale des finances, Présidente
de l'observatoire des délais de paiement

Jacques BOULARD :
Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît CŒURÉ :
Président de l'Autorité de la concurrence

Jean-Louis FOURGOUX :
Avocat associé, Mermoz Avocats

Olivier GUERSENT :
Directeur général de la concurrence, Commission
européenne

Sarah LACOCHE :
Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes

Irène LUC :
Première avocate générale à la Chambre commerciale
de la Cour de cassation

Cyril NOURISSAT :
Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne PERROT :
Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie PIRONON :
Professeur des universités, Université de Nantes

Michel PONSARD :
Avocat associé, UGCC Avocats, Président de l'Association
française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline RIFFAULT-SILK :
Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour
de cassation, Membre fondateur et Président honoraire
de l'Association of European Competition Law Judges (AECLJ)

Patrick SAYER :
Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna SERSIRON :
Avocate associée, Baker McKenzie,
Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit
de la concurrence (APDC)

Thibaud VERGÉ :
Vice-Président de l'Autorité de la concurrence,
Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent VIGNEAU :
Président de la Chambre commerciale, financière
et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan,

Céline Garnier, Arthur du Mesnil

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 98,93 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplprint, 2 rue Descartes,

95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu
issu de la présente publication, effectuée sans autorisation
de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :
RLC 2025, n° 147-1 (acronyme de la revue + année,
n° de la revue – n° du commentaire)

LAMY | KARNOV
LIAISONS GROUP

Sommaire

FOCUS P. 4

- Quand la notion d'entreprise permet d'établir la
compétence internationale du juge

Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

- Pratiques anticoncurrentielles
- Transparence et pratiques commerciales déloyales
- Procédure
- Aides d'État
- Régulation
- Commande publique

ÉTUDE P. 21

- L'Autorité sanctionne 12 fournisseurs et distributeurs
dans le secteur des produits de l'électroménager
à une amende de 611 millions d'euros

Alexandre APEL

ÉCLAIRAGE P. 27

- La politique de la concurrence évolue :
comment les entreprises peuvent-elles s'adapter ?

Étienne CHANTREL

ANALYSES P. 33

- La directive sur le devoir de vigilance
et le droit des ententes P. 33
- La clémence à la croisée des contentieux P. 40

Marie DUMARÇAY

JURISPRUDENCES COMMENTÉES P. 47

- Fondement et modalités d'évaluation du préjudice
de l'agent commercial en cas de cessation
de ses relations avec le mandant P. 47
- Extension du régime de l'incompétence
aux cours d'appel non spécialisées P. 55

Rafael AMARO

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°355 • Mars 2025

Prix au n° : 45,50 € HT – 46,45 € TTC. Abonnement annuel : 500,50 € HT – 511,01 € TTC.

DOSSIER

LA FILIATION EN DROIT INTERNATIONAL



ÉCLAIRAGE

Du juriste à la machine,
des faits à la donnée

CHRONIQUE

Personnes protégées

DROIT & PATRIMOINE

MARS 2025 • N° 355

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Du juriste à la machine, des faits à la donnée

6

Mardi 11 mars 2025 s'est tenue à l'Hôtel de l'Industrie, au coeur du quartier latin, la deuxième édition du Forum des Éclaireurs du droit. Un événement qui s'impose comme un lieu d'échanges de haut niveau permettant d'évoquer les questions de la transformation de l'écosystème juridique à l'aune de la technologie, à la lumière d'autres disciplines. Le fil conducteur des interactions de cette année : les faits au tamis de la technologie.

« Il est important que les rapports entre le CNB et le barreau de Paris soient bons »

9

À l'issue des élections ordinaires des 10 et 12 décembre 2024, les avocats du barreau de Paris ont élu Louis Degos et Carine Denoit-Benteux aux fonctions respectives de bâtonnier et de vice-bâtonnière au barreau de Paris, pour le mandat 2026-2027.

Pour Benoît Santoire « Les commissaires de justice doivent devenir les acteurs de la déjudiciarisation »

11

Le président de la Chambre nationale des commissaires de justice (CNCJ), dresse le bilan des projets et des souhaits de la profession après sa transformation en profondeur. Interview.

DOSSIER

LA FILIATION en droit international

- Filiation et gestation pour autrui : vers la reconnaissance d'une nouvelle forme de parentalité ? 23
Stephanie Brinkley, avocate au barreau de Caroline du Sud, associée, cabinet Brinkley, LLC
Delphine Eskenazi, avocate aux barreaux de Paris et de New York, associée, Libra Avocats
Maria Valentin, avocate aux barreaux de Barcelone et Paris, counsel, Libra Avocats
- La reconnaissance en France des décisions étrangères d'adoption 31
Alexandre Boiché, avocat au barreau de Paris



SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

ANALYSE

Les droits de plus en plus obérés des créanciers : retour sur l'arrêt de l'Assemblée plénière de la Cour de cassation du 11 septembre 2024..... 13

Ronny Ktorza, avocat et professeur de droit au sein de Kedge business school

***Once upon a time* un immeuble grevé d'un usufruit dans un contexte familial**..... 15

Fabrice Collard, Notaire associé à PARIS, AUTEUIL NOTAIRES

Master 2 Droit privé Général

Master 2 Gestion du patrimoine Privé et professionnel

Membre du comité stratégique LamyLine Notaire

CHRONIQUE

Personnes protégées..... 48

Béatrice Balivet, Maître de conférences, HDR à l'Université Jean-Moulin
Lyon 3, directrice de l'institut de droit patrimonial et de l'immobilier

• La proposition de règlement européen en matière de filiation..... 35

Éric Fongaro, professeur à l'Université de Bordeaux

• Le notaire à l'épreuve de la filiation internationale..... 41

Angélique Devaux, notaire associée, Cheuvreux Paris

LL.M American Law, IUPUI Robert McKinney School of Law

Rapporteur du 50^e Congrès du MJN sur le thème de l'international

Chargée d'enseignement à l'Université de Paris Dauphine

et l'AUREP

Actualité des procédures collectives, n° 6 du 21 mars 2025

Sommaire du numéro

Repère



PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Procédure d'insolvabilité et procédure judiciaire ou arbitrale en cours

N° 59 - Par Rémi DALMAU

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

Report de la date de cessation des paiements et application des ordonnances Covid, pas d'arrêt de l'exécution provisoire sans moyens sérieux

N° 60

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

Procédure d'insolvabilité : droit applicable à une instance en cours

N° 61

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

L'interruption d'instance ne s'arrête pas avec le plan, un rappel utile en cas de reprise d'instance après le plan

N° 62

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCIER PRIVILÉGIÉ

Du sort du créancier titulaire d'une sûreté légale non publiée

N° 63

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | TRÉSOR PUBLIC

Report de délai justifié pour l'émission du titre exécutoire par le créancier fiscal

N° 64 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATION

De la constitutionnalité de la procédure de revendication

N° 65

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Appréciation de l'insuffisance d'actif pour fixer le montant de la sanction en cas d'extension de la procédure collective

N° 66

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | INTERDICTION DE GÉRER

Portée de l'effet dévolutif : diminuer en appel la durée de l'interdiction de gérer n'est pas aggraver le sort des liquidateurs, uniques appelants

N° 67 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Una via : échec de la tentative du liquidateur de jouer de sa double mission pour agir en responsabilité délictuelle contre l'avocat du liquidé et échapper à la prescription de l'action

N° 68 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

La rigueur procédurale au service des demandes de sanctions des dirigeants

N° 69

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

Régularisation des actes de procédure du débiteur dessaisi

N° 70

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 4 du 01 avril 2025

Sommaire du numéro

Repère



MONTAGE CUMCUM

La fin du montage CumCum

N° 4 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

Alertes



FOCUS | RÉDUCTION DE CAPITAL

Compte courant d'associé et convention de rachat des parts sociales... nouvelle illustration de l'indépendance des qualités d'associé et de créancier

N° 64 - Par Clara LAVIELLE

VEILLES | ASSOCIÉ

Un conjoint peut renoncer tacitement à revendiquer la qualité d'associé... mais pas à n'importe quelles conditions !

N° 65 - Par Clara LAVIELLE

VEILLES | DROIT DES SOCIÉTÉS

Réforme du régime des nullités en droit des sociétés

N° 66

VEILLES | ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Simplification et modernisation des règles relative aux organismes de placement collectif

N° 67

VEILLES | OMNIBUS

Nouveau paquet Omnibus : la Commission simplifie les règles en matière de durabilité et d'investissements et réduit les charges administratives

N° 68

VEILLES | FISCALITÉ

Société de personnes contrôlée : information des associés

N° 69 - Par Lucienne ERSTEIN

VEILLES | CONVENTION FISCALE INTERNATIONALE

Le régime des sociétés mères à l'heure d'une convention internationale

N° 70 - Par Lucienne ERSTEIN

VEILLES | SOCIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

Classes de parties affectées : précisions sur la règle de la priorité absolue et sur le meilleur intérêt des créanciers

N° 71 - Par Lyna SAIT

VEILLES | CERTIFICATION DES INFORMATIONS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Certification des informations en matière de durabilité : nouvelle actualisation pour la FAQ de la H2A

N° 72

VEILLES | CSRD

CSRD : la H2A précise les obligations des commissaires aux comptes en matière de durabilité

N° 73

VEILLES | REPORTING EXTRA-FINANCIER

Reporting extra-financier : un outil méthodologique à disposition pour aider à apprécier la valeur immatérielle des achats responsables

N° 74

VEILLES | COMPÉTITIVITÉ

Compétitivité et décarbonation dans l'UE : la Commission dévoile son pacte pour une industrie propre

N° 75

VEILLES | MANIPULATION DE COURS

Manipulation de cours sur les marchés financiers et responsabilité des dirigeants

N° 76

VEILLES | MARCHÉS FINANCIERS

Extension des services de compensation d'Euronext aux produits négociés en Bourse (ETPs) de crypto-monnaies

N° 77 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | TITRISATION

Révision du cadre réglementaire de la titrisation : la Banque de France et l'ACPR identifient 7 leviers pour un financement durable et innovant

N° 78

VEILLES | CLIMAT DES AFFAIRES

La France plaide pour une relance de la titrisation en Europe

N° 79

VEILLES | MARCHÉS FINANCIERS

Nouvelles législations pour rendre les marchés boursiers plus attractifs pour les entreprises européennes

N° 80

VEILLES | CONTRAT

Une convention de trésorerie ne vaut pas nécessairement transmission d'obligation de paiement

N° 81

VEILLES | CONTRAT

Précisions en matière de force majeure

N° 82

VEILLES | ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Index de l'égalité professionnelle et représentation équilibrée : rappel de l'échéance du 1er mars

N° 83

VEILLES | ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Résultats de l'index égalité professionnelle et de la loi Rixain pour 2025 : quels enseignements ?

N° 84

VEILLES | IA

IA et supervision : enseignements des expérimentations de l'AMF sur le traitement automatisé des reportings réglementaires

N° 85

VEILLES | AVOCATS

Réforme globale de la franchise en base de TVA et doublement des droits fixes de procédure : les avocats face à des changements majeurs

N° 86

VEILLES | INDICATEURS

En février 2025, le climat des affaires s'améliore légèrement tandis que le climat de l'emploi se dégrade franchement

N° 87

Entretien



DROIT ANIMALIER

L'animal et le droit des sociétés

N° 4 - Par Claire BOUGLÉ-LE ROUX , Laurent GODON , Christine LEBEL , Nadège REBOUL-MAUPIN et Neli SOCHIRCA

Étude



LOI DE FINANCES POUR 2025

Loi de finances pour 2025

N° 4 - Par Jean-Luc PIERRE

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Plafonnement de la durée de la garantie d'éviction due par le cédant de droits sociaux

N° 37 - Par Renaud MORTIER

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PACTE DE PRÉFÉRENCE

Le pacte de préférence perpétuel n'est pas nul mais peut être résilié à tout moment

N° 38 - Par Renaud MORTIER

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ACTION PAULIENNE

L'inopposabilité aux créanciers sociaux des tours de « passe-passe » entre sociétés

N° 39 - Par Renaud MORTIER

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

Désignation d'un administrateur provisoire : un péril imminent identifié en raison du blocage social

N° 40 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SCP

Cession forcée des parts d'un associé de SCP ayant atteint la limite d'âge

N° 41 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SPFPL

Décret relatif aux sociétés pluriprofessionnelles d'exercice en commun de plusieurs professions libérales réglementées

N° 42 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Requiem pour la distribution à tout moment de dividendes prélevés sur le report à nouveau

N° 43 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Renonciation à se prévaloir de la prescription

N° 44 - Par Jean-Pierre LEGROS

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DESSAISISSEMENT DU DÉBITEUR

Défaut de qualité pour agir

N° 45 - Par Jean-Pierre LEGROS

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | SANCTIONS PÉCUNIAIRE ET PERSONNELLE

Poursuite d'une activité déficitaire

N° 46 - Par Jean-Pierre LEGROS

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | DROIT PÉNAL COMPTABLE. - ABUS DE BIENS SOCIAUX

Précisions quant au défaut de soumission des comptes annuels à l'assemblée générale et à l'abus de biens sociaux

N° 47 - Par Renaud SALOMON

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Appréciation des conditions de forme de l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés d'une SARL ayant un associé unique personne physique

N° 48 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (CVAE)

CVAE : critères d'assujettissement pour une société gérant un portefeuille de valeurs mobilières

N° 49 - Par Jean-Luc PIERRE

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | REPORTING EXTRA-FINANCIER ET DEVOIR DE VIGILANCE

Propositions de directives Omnibus : recul majeur en vue pour les directives CSRD et CS3D

N° 50 - Par Morgane TIREL

Pratique



RAPPORT DE GESTION

Question au Gouvernement, projet de loi DDADUE et dispense d'établir un rapport de gestion pour les micro-entreprises en 2025

N° 1 - Par Till JOUAUX

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 12 du 24 mars 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Le Conseil constitutionnel, rempart fragile de l'État de droit

N° 355 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | PRIX

Samir Zimé Yérima, une voix à contre-courant

N° 356 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ÉTRANGERS

La réforme du droit de l'immigration par référendum est-elle possible ?

N° 357 - Par Bertrand MATHIEU

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Nouvelle directive responsabilité du fait des produits défectueux

N° 358 - Par Luc GRYNBAUM

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

L'irrecevabilité de l'opposition interdit au juge de statuer sur le fond à peine d'excès de pouvoir

N° 359 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Nullité du commandement de payer valant saisie immobilière : une exception de procédure

N° 360 - Par Christian LAPORTE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 mars 2025

N° 361

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DIVORCE-SÉPARATION DE CORPS

Litispendance et convention franco-marocaine 1981

N° 362 - Par Hélène GAUDEMET-TALLON

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

Placement conditionnel de la personne mise en examen sous assignation à résidence avec surveillance électronique (ARSE) : publication d'une circulaire

N° 363

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PERQUISITIONS

Le domaine d'application du droit de s'opposer à la saisie d'un document relevant de l'exercice des droits de la défense

N° 364 - Par Jean-Yves MARÉCHAL

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | MINEURS

Délinquance des mineurs : la CNCDH alerte sur les dangers de la proposition de loi Attal

N° 365

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 6 au 19 mars 2025

N° 366

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 17 février au 2 mars 2025

N° 367

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | TRAFIC D'INFLUENCE

Les condamnations définitives pour les délits de corruption et de trafic d'influence

N° 368 - Par Haritini MATSOPOULOU

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

Suspension médicale de peine

N° 369 - Par Évelyne BONIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL)

Réforme du régime des nullités en droit des sociétés

N° 370

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL)

Une convention de trésorerie ne vaut pas nécessairement transmission d'obligation de paiement

N° 371

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Manipulation de cours sur les marchés financiers et responsabilité des dirigeants : précisions de la Cour de cassation

N° 372

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 13 au 19 mars 2025

N° 373

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 mars 2025

N° 374

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL)

Impossibilité d'imputer une distribution exceptionnelle décidée hors assemblée générale ordinaire annuelle sur le report à nouveau bénéficiaire

N° 375 - Par Frédéric DANOS et Antoine TADROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

LFSS 2025 : les principales mesures intéressant la gestion sociale des entreprises

N° 376

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 13 au 19 mars 2025

N° 377

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 mars 2025

N° 378

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

Le Conseil d'État statuant au contentieux ne se substitue pas aux pouvoirs publics

N° 379 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LANCEURS D'ALERTE

Quel contrôle de cassation en matière de protection des lanceurs d'alerte ?

N° 380 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LANCEURS D'ALERTE

Journal officiel du 13 au 19 mars 2025

N° 381

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | MAJEURS PROTÉGÉS

Division de la charge tutélaire et qualité pour agir en restitution

N° 382 - Par Gilles RAOUL-CORMEIL

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une chaire Mémoire et avenir de la Paix à la faculté de droit de Caen

N° 383 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

La confirmation par l'exécution du contrat

N° 384 - Par Mathias LATINA

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT DE LA FAMILLE

Droit de la famille

N° 385 - Par Adeline GOUTTENOIRE , Michel FARGE , Yann FAVIER , Marie LAMARCHE et Gaëlle RUFFIEUX

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ENTREPRISES

Ce qu'il reste de la CSRD

N° 386 - Par Élise-Marie BONFILS

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Nouvel éclairage sur les conditions des perquisitions et saisies au sein d'un cabinet d'avocat

N° 387 - Par Jean-Yves MARÉCHAL

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | STUPÉFIANTS

Loi contre le narcotrafic : le rapport du Club des Juristes

N° 388

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 13 du 27 mars 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

CORRUPTION

3 QUESTIONS - Le FCPA en suspens, l'éthique en retrait

N° 277 - Par Olivier DE MAISON ROUGE

[Consulter le PDF](#)

EXPERT-COMPTABLE

Les missions du commissaire aux comptes d'une entité en procédure collective explicitées par la H2A

N° 278

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit naturel et procédure

N° 279

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Littoral et activités économiques

N° 280

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Baromètre sur l'entrepreneuriat des femmes en France de la DGE et BPI France

N° 281

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Cession du bail commercial : validation de la clause imposant un acte authentique et la présence du bailleur

N° 282

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Fermetures abusives de comptes bancaires : l'Assemblée vote à son tour la proposition de loi en première lecture

N° 283

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BREVET

Brevet européen : conditions de brevetabilité

N° 284

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BREVET

Précisions sur les conditions d'obtention d'un certificat complémentaire de protection

N° 285

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Contrôle des concentrations et concurrence : consultation publique sur le statut, le rôle et les moyens des mandataires

N° 286

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Rupture d'une relation commerciale établie : durée du préavis et absence de modification substantielle

N° 287

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Rupture d'un contrat de licence : la Cour de cassation protège les relations commerciales de longue durée

N° 288

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Équivalence des substances de produits biocides : la CJUE tranche entre droit d'accès à l'information et protection du secret des affaires

N° 289

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le franchisé peut accomplir des actes préparatoires à une activité concurrente de son franchiseur

N° 290

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

MiCA : deux règlements délégués viennent compléter le règlement

N° 291

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARQUE

Du rifi dans le sport : on ne mélange pas la rame et le vélo !

N° 292

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Pas de prescription acquise en cas de dommage financier non réalisé

N° 293

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

Garantie des vices cachés : reconnaissance de l'existence d'un vice caché, prescription de l'action et quelques précisions procédurales

N° 294

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Témoignages anonymisés dans le cadre d'un procès civil : au nom du droit de la preuve, la Cour de cassation assouplit sa position

N° 295

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Clarifications de la Cour de cassation sur différents aspects du droit du travail

N° 296

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement pour inaptitude : la contestation de l'avis médical n'interrompt pas la procédure

N° 297

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Signatures de la lettre d'observations en cas de contrôles concertés et simultanés

N° 298

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

DAC9 : le Conseil valide le renforcement de la coopération et l'échange d'informations sur l'imposition minimale effective des sociétés

N° 299

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Le CNB dénonce la réforme de la franchise en base de TVA

N° 300

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Paquet « TVA à l'ère du numérique » : le Conseil de l'UE adopte définitivement les textes

N° 301

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

AG annuelle 2025

N° 1091 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Mentionner une créance prescrite sur la liste remise au mandataire judiciaire ne vaut pas renonciation à la prescription

N° 1092 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Appréciation de la notion de poursuite d'une activité déficitaire à l'aune de l'article L. 651-2 du Code de commerce et interprétation stricte des textes relatifs à l'interdiction de gérer

N° 1093 - Par Thomas STEFANIA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

LIQUIDATION JUDICIAIRE - Bail commercial - Cession - Rétractation de l'offre - Bail expiré

N° 1094

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Casse-tête mongol dans l'uranium

N° 1095 - Par Ghislain POISSONNIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Rappel sur la portée du devoir de mise en garde et autres précisions utiles

N° 1096 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Refus par le salarié d'une modification de son contrat de travail et motivation de la lettre de licenciement pour motif économique

N° 1097 - Par Thibault LAHALLE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | RECOUVREMENT/ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Créance fiscale : allongement du délai pour établir définitivement son montant

N° 1098 - Par Adeline CERATI

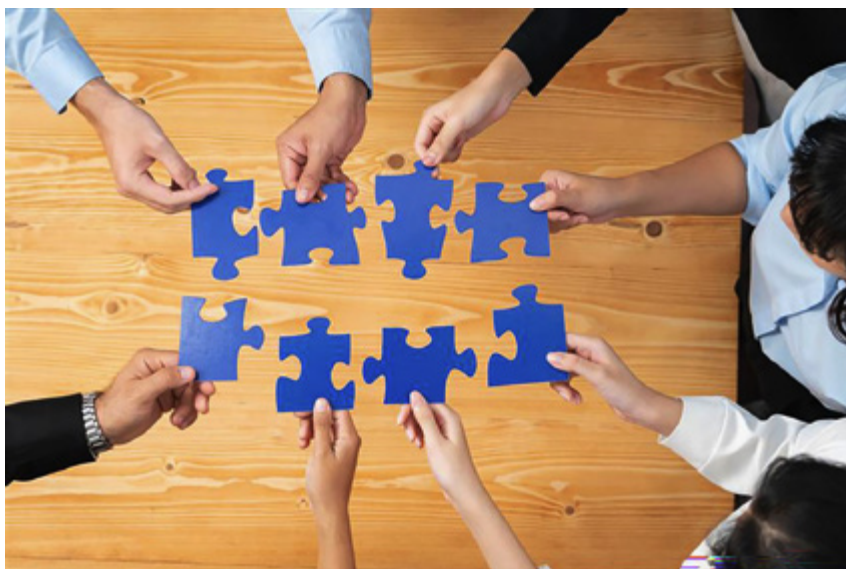
[Consulter le PDF](#)

À la une

Les principales dispositions du décret sur les sociétés pluri-professionnelles d'exercice

note par Patrick LINGIBÉ sous D. n° 2025-131, 13 févr. 2025

Dans le prolongement de la loi du 14 février 2022 sur l'activité professionnelle indépendante, l'ordonnance du 8 février 2023 et les décrets du 14 août 2024 ont réformé l'exercice en société des professions libérales réglementées, tandis que le décret du 13 février 2025 encadre l'interprofessionnalité au sein des sociétés pluri-professionnelles.



Actualité

Grande consultation : les élus du CNB règlent leurs pas sur les pas des avocats

focus

Technique

Les communications syndicales

étude par Steven RIOCHE

Jurisprudence

Quand la nullité du contrat est inopposable au cocontractant : le non-sens de l'interprétation conforme de l'article L. 113-8 du Code des assurances ?

note par Éva HELESBEUX
sous Cass. 2^e civ., 23 janv. 2025

Preuve de l'existence du mandant : le tiers contractant avec le mandataire est-il un tiers comme les autres ?

note par Thomas GÉRARD
sous Cass. com., 29 janv. 2025

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Grégory DUMONT

Avocat au barreau des Hauts-de-Seine, associé,
CMS Francis Lefebvre Avocats

• Quentin GUIGUET-SCHIELÉ

Maître de conférences à l'université Toulouse Capitole

AVEC LA PARTICIPATION DE

Guillaume BEAUSSONIE, Sylvain BERNARD, Sophie DEVILLE, Marie GAYET, Mélanie JAOUÏ, Simon JARRY, Julien LAURENT, Michel LEROY et Clément MIMRAN



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense

92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilleteable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilleteable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL475f0 ■ Grande consultation : les élus du CNB règlent leurs pas sur les pas des avocats 3

GPL474r3 ■ Communication judiciaire : dans les boucles WhatsApp des parquets 6

Technique

GPL475e4 ■ Les communications syndicales étude par Steven RIOCHE 7

Doctrine

GPL475a2 ■ Les principales dispositions du décret sur les sociétés pluri-professionnelles d'exercice note par Patrick LINGIBÉ sous D. n° 2025-131, 13 févr. 2025 9

Jurisprudence

GPL475e6 ■ Quand la nullité du contrat est inopposable au cocontractant : le non-sens de l'interprétation conforme de l'article L. 113-8 du Code des assurances ? note par Éva HELESBEUX sous Cass. 2^e civ., 23 janv. 2025 13

GPL473x0 ■ Preuve de l'existence du mandant : le tiers contractant avec le mandataire est-il un tiers comme les autres ? note par Thomas GÉRARD sous Cass. com., 29 janv. 2025 17

GPL474p1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 20

GPL474w4 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 24

GPL474o9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 27

GPL474r4 ■ Chronique de jurisprudence de droit du numérique par Thibault DOUVILLE en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL474r4>



Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

29

Sous la responsabilité scientifique de

Quentin GUIGUET-SCHIELÉ et Grégory DUMONT

DOCTRINE

Le droit au remboursement anticipé
en droit du crédit immobilier

François Chabas

JURISPRUDENCE

Validité du testament international rédigé
dans une langue inconnue du testateur avec un interprète :
deux pas en avant... un pas en arrière !
(Cass. ass. plén., 17 janv. 2025, n° 23-18.823)

Véronique Legrand

De la disparition du consentement à l'arbitrage
(Cass. 1^{re} civ., 6 nov. 2024, n° 23-17.615)

Yann Legrand

Ouverture d'une boîte aux lettres et « simples
constatations initiales » : vers la création d'un nouveau
type de « non-perquisition » ?
(Cass. crim., 10 déc. 2024, n° 24-82.913)

Gabriel Stettler

DOCTRINE

LPA203q8 La modification unilatérale du contrat

PAGE 3

Hamidou Tangara

Le Code civil n'admet la modification du contrat que par consentement mutuel des parties ou dans les hypothèses prévues par la loi. Cette règle manifeste la conception bilatérale du contrat. Toutefois, si l'on peut voir en cette règle l'idée de préserver la prévisibilité contractuelle et la sécurité juridique des parties, elle oublie que le contrat est sujet à évolution. Certaines circonstances exigent que le contrat soit modifié unilatéralement par une partie au nom même de la sécurité juridique de l'ensemble des parties. La présente étude systématise ces circonstances et tente de forger l'admission d'une théorie générale de la modification unilatérale du contrat qui n'est pas incompatible avec la conception bilatérale du contrat.

LPA203q6 Chien d'assistance judiciaire et aide aux victimes

PAGE 13

Margaux Camous

Le chien d'assistance judiciaire s'impose progressivement dans les pratiques d'aide aux victimes. Son intégration constitue une évolution majeure dans la prise en charge des victimes au sein du système judiciaire. Or l'aide aux victimes est confrontée aux traumatismes profonds provoqués par l'infraction pénale et risquant d'être aggravés par la procédure pénale. En ce sens, le chien d'assistance judiciaire apparaît comme un outil innovant, répondant non seulement aux besoins spécifiques des victimes, mais aussi aux exigences de professionnalisme des intervenants. Il permet de prévenir la victimisation secondaire et de garantir un accompagnement adapté. Il apparaît dès lors opportun de pérenniser son usage.

LPA203q2 Le droit au remboursement anticipé en droit du crédit immobilier

PAGE 16

François Chabas

Le droit au remboursement anticipé du crédit immobilier vise à renforcer la protection de l'emprunteur. Instauré par le législateur français, il est désormais également encadré par le droit de l'Union européenne. Afin de compenser les pertes du prêteur liées au remboursement anticipé, le législateur a permis l'insertion d'une clause indemnitaire dans le contrat. Néanmoins, cette clause suscite des interrogations quant à sa nature et son utilité.

JURISPRUDENCE

LPA203r2 Validité du testament international rédigé dans une langue inconnue du testateur avec un interprète : deux pas en avant... un pas en arrière !

PAGE 25

Véronique Legrand

Cass. ass. plén., 17 janv. 2025, n° 23-18.823

Par un arrêt du 17 janvier 2025, publié et promis au rapport annuel, l'assemblée plénière annonce une évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière de testament international. Jusqu'alors, un tel testament rédigé en une langue inconnue du testateur était frappé de nullité même s'il avait reçu l'assistance d'un interprète. Désormais, elle estime qu'il convient « de juger que la loi uniforme permet qu'un testament soit écrit dans une langue non comprise du testateur dès lors que, dans ce cas, celui-ci est assisté par un interprète répondant aux conditions requises par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée à instrumenter a été désignée ». Reste à s'interroger sur la portée réelle de cette nouvelle jurisprudence qui devra s'imposer à la juridiction de renvoi.

LPA203r1 Missions dans le domaine social de l'obligation de conseil renforcée pour les experts-comptables

PAGE 30

Mathilde Richevaux

Cass. com., 6 nov. 2024, n° 22-13.973, F-D

Les experts-comptables, professionnels du chiffre, voient leur responsabilité élargie s'ils exercent leur mission dans un ou plusieurs aspects du domaine social. Dans ce cas, comme pour les notaires, ils peuvent voir leur responsabilité engagée au titre de leur devoir de conseil.

LPA203r0 L'incidence de la force obligatoire de la promesse unilatérale conclue à long terme sur le caractère réel du prix de vente : éclairages de la Cour de cassation

PAGE 33

Antoinette Koffi-Akpolleh

Cass. 3^e civ., 21 nov. 2024, n° 21-12.661

Il y a désormais lieu de retenir, à la lumière de la réforme du droit des obligations et de l'évolution jurisprudentielle, que le promettant souscrivant une promesse unilatérale s'engage irrévocablement à la conclusion d'un contrat définitif, dont la validité des éléments essentiels, notamment du prix, s'apprécie au jour de la souscription de la promesse.

LPA203q9 La prise en compte des 12 mois précédant la délivrance du congé et l'obligation de relogement mise à la charge du bailleur

PAGE 37

Jean-Marie Hisquin

Cass. 3^e civ., 24 oct. 2024, n° 23-18.067

Dans un arrêt rendu le 24 octobre 2024, la troisième chambre civile de la Cour de cassation juge que la période à prendre en considération pour le calcul des ressources du locataire âgé de plus de 65 ans pour déterminer si le bailleur, qui lui délivre congé, est tenu, en application de l'article 15, III, de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989, de lui proposer un relogement correspondant à ses besoins et à ses possibilités, est celle des 12 mois précédant la délivrance du congé.

LPA203q7 La cessation immédiate des obligations de l'associé retrayant d'une société à capital variable

PAGE 42

Deen Gibirila

Cass. com., 18 déc. 2024, n° 23-10.695

L'associé retrayant d'une société à capital variable cesse, à compter de son retrait, d'être soumis aux obligations découlant de sa qualité d'associé, indépendamment de la date à laquelle les conditions de la reprise de son apport seront, le cas échéant, satisfaites, par application de la combinaison des articles L. 231-1, L. 231-5 et L. 231-6 du Code de commerce.

LPA203q5 De la disparition du consentement à l'arbitrage

PAGE 45

Yann Legrand

Cass. 1^{re} civ., 6 nov. 2024, n° 23-17.615

La clause d'arbitrage litigieuse prévoyait l'intervention du consul général britannique de Bornéo. La Cour de cassation a estimé que, comme le choix du consul était un élément déterminant du consentement des parties à l'arbitrage, la disparition de cette fonction de consul général britannique de Bornéo entraînait la caducité de la clause compromissoire.

LPA203q3 Ouverture d'une boîte aux lettres et « simples constatations initiales » : vers la création d'un nouveau type de « non-perquisition » ?

PAGE 49

Gabriel Stettler

Cass. crim., 10 déc. 2024, n° 24-82.913

Par un arrêt rendu le 10 décembre 2024, la chambre criminelle de la Cour de cassation a jugé que l'ouverture d'une boîte aux lettres sans la présence de l'occupant de l'appartement y étant associé ne s'analyse pas comme une perquisition, mais comme de « simples constatations initiales ». Ce faisant, elle apporte une nouvelle pierre à l'édifice des « non-perquisitions », dont les implications pratiques restent incertaines et dont l'opportunité est discutable.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
celine.slobodansky@lextenso.fr

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

La proposition de directive *Omnibus* ou le « pas de côté »
de la Commission européenne → PAGE 5
Véronique MAGNIER

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Sanction des cessions conclues en l'absence d'agrément :
des précisions utiles → PAGE 19
Matthieu BUCHBERGER

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

De la nécessité de distinguer la clause de *drag along*
d'une promesse unilatérale de vente → PAGE 13
Edmond SCHLUMBERGER

DOCTRINE

Loi de finances pour 2025 : les principales dispositions relatives
à la fiscalité des entreprises et des dirigeants → PAGE 43
Régis VABRES

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJS203u8 • **La proposition de directive *Omnibus* ou le « pas de côté » de la Commission européenne** 5
Véronique MAGNIER

DROIT COMMUN

- BJS203u7 • **Société en formation : nouvelles précisions à propos de la commune intention des parties** 9
Thibault DE RAVEL D'ESCLAPON – Cass. com., 12 févr. 2025, n° 23-22.414, F-B

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS203u4 • **Exclusion de l'associé de SAS : faut-il préciser les motifs ?** 11
Bruno DONDERO – Cass. com., 12 févr. 2025, n° 23-20.079, F-D
- BJS203u6 • **De la nécessité de distinguer la clause de *drag along* d'une promesse unilatérale de vente** 13
Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 27 nov. 2024, n° 23-10.385, F-D
- BJS203u9 • **Les péripéties d'un constituant d'une fiducie en quête d'un administrateur provisoire** 16
Jean-Jacques ANSAULT – Cass. com., 22 janv. 2025, n° 22-20.526, FS-B

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203t6 • **Sanction des cessions conclues en l'absence d'agrément : des précisions utiles** 19
Matthieu BUCHBERGER – Cass. com., 12 févr. 2025, n° 23-13.520, F-B
- BJS203t8 • **Un remboursement de compte courant, sauf convention contraire, indépendant du rachat des parts** 21
Nadège JULIAN – Cass. com., 12 févr. 2025, n° 23-17.483, F-B
- BJS203u2 • **Le retard dans la soumission des comptes sociaux n'est pas pénalement sanctionnable** 24
Nicolas BARGUE – Cass. crim., 12 févr. 2025, n° 23-86.857, F-B
- BJS203u5 • **Confirmation de l'admissibilité de la preuve déloyale ou illicite en droit des sociétés** 26
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. com., 12 févr. 2025, n° 23-18.415, F-B
- BJS203t9 • **Gérance à durée déterminée de la société civile : pas de reconduction tacite** 29
Claire-Anne MICHEL – Cass. com., 27 nov. 2024, n° 22-24.631, F-D
- BJS203t7 • **Conflits entre professionnels associés à l'épreuve du droit des sociétés** 31
Bernard SAINTOURENS – CA Versailles, ch. com. 3-2, 26 nov. 2024, n° 23/02412

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS203u3 • **Cession de contrôle : information précontractuelle sur les créances de la cible** 34
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 26 févr. 2025, n° 23-18.119, F-D

CHRONIQUE

BJS203u1 • **Droit fiscal (oct. 2024 – févr. 2025)**

36

Sous la direction de Régis VABRES

DOCTRINE

BJS203t5 • **Loi de finances pour 2025 : les principales dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et des dirigeants**

43

Régis VABRES

DOSSIER P. 15

ENTREPRISE

Société civile immobilière et démembrements de propriété : outil civil et fiscal

ACTUALITÉS P. 5

ENTREPRISE

Publication de l'ordonnance portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés

IMMOBILIER

Effets de la signature par le notaire de la déclaration d'intention d'aliéner

PERSONNES / FAMILLE

Défaut d'option du conjoint survivant entre les droits légaux et une libéralité en usufruit en présence d'un enfant non commun

DROIT FISCAL

Calcul de la plus-value : répartition de la valeur d'acquisition de l'une des parcelles acquises elle-même divisée

DOSSIER P. 15

ENTREPRISE

par **Sophie Lambert****Nadège Jullian** et **Nicolas Decostanzi****Nicolas Kilgus** et **Stéphane Fagot****Frédéric Douet** et **Matthieu Leduc**et **Jean-Paul Decorps**

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF224z4 ■ Publication de l'ordonnance portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF224y8 ■ Effets de la signature par le notaire de la déclaration d'intention d'aliéner

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF224y9 ■ Vente SSP de la pleine propriété suivie d'une vente notariée ne portant plus que sur l'usufruit : quel acte l'emporte ?

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF224z0 ■ Défaut d'option du conjoint survivant entre les droits légaux et une libéralité en usufruit en présence d'un enfant non commun

FISCAL

DEF224z1 ■ Calcul de la plus-value : répartition de la valeur d'acquisition de l'une des parcelles acquises elle-même divisée

FISCAL

DEF224z2 ■ Contestation par l'administration fiscale du caractère commun des fonds déclaré dans l'acte notarié de quasi-usufruit

DOSSIER P. 15

DEF224m4 ■ SCI et démembrements de propriété : propos introductifs
par **Sophie Lambert**

DEF224q2 ■ SCI et démembrement de propriété : outil de gestion
par **Nadège Jullian** et **Nicolas Decostanzi**

DEF224u3 ■ SCI et démembrement de propriété : outil de transmission
par **Nicolas Kilgus** et **Stéphane Fagot**

DEF224u4 ■ SCI et démembrement de propriété : aspects fiscaux
par **Frédéric Douet** et **Matthieu Leduc**

DEF224n1 ■ SCI et démembrements de propriété : propos conclusifs
par **Jean-Paul Decorps**

VIE PRO P. 38

OFFRES ET DEMANDES P. 45

INDICES P. 48

NOUVEAU PODCAST
Profession Notaire



Ce podcast propose des réflexions structurantes pour la profession, fruits des débats de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.

Animé par **Liliane Ricco**,
Rédactrice en chef du Defrénois

SAISON 3 : L'avenir de l'acte notarié

Avec **M^e Coralie Leveneur**, notaire à Paris et rapporteur général de la 75^e session de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.

Épisode 3 : la rationalisation des actes, le recours à un outil indépendant de signature électronique et de télépublication et la voie nouvelle vers une souveraineté rédactionnelle.



SCAN ME



LES ARCHIVES REVUE PRATIQUE DROIT DES AFFAIRES

Numéro précédent

Revue Pratique Droit des Affaires n°03 du 27 mars 2025

Chercher dans ce numéro

Actualités

Sociétés

RSE / Compliance / Vigilance

sous la direction de Cécile Granier

Propositions Omnibus : le devoir de vigilance est toujours là !

Par Thiphaine Saupin

Paquet Omnibus I : vers une réduction considérable du champ d'application du rapport de durabilité ?

Par Antoine Oumedjkane

Contrats d'affaires

sous la direction de Frédéric Buy

Clause de force majeure et déséquilibre significatif

Par Frédéric Buy

L'action en responsabilité pour rupture brutale est, dans l'ordre international, de nature délictuelle

Par Frédéric Buy

Feu vert pour les clauses attributives de juridiction asymétriques !

Par Frédéric Buy

Covid et force majeure : le créancier a droit à la restitution du prix payé

Par Frédéric Buy

Biens de l'entreprise

sous la direction de Nadège Jullian, Yann Basire

Appréciation de la nature et de l'importance de l'usage en matière de déchéance pour défaut d'exploitation

Par Yann Basire

Appréciation globale du risque de confusion : quand l'identité conceptuelle est pondérée par les différences visuelles des signes

Par Yann Basire

Baux commerciaux : pouvoir souverain des juges pour suspendre les effets de toutes les clauses résolutoires

Par Clément Fabre

Baux commerciaux : détermination de la créance de restitution issue d'une clause d'indexation réputée non écrite

Par Clément Fabre

Qualité de commerçant et attribution d'un numéro Sirene
Par Clément Fabre

Brevets : compétence juridictionnelle de l'action en contrefaçon et demande reconventionnelle en nullité dans un contexte transfrontalier
Par Diogo Costa Cunha

Bases de données : prescription de l'action du producteur et démonstration de l'atteinte à l'exploitation normale
Par Diogo Costa Cunha

Crédit et financement

sous la direction de Thibaut Duchesne, Nicolas Ida

Convention de trésorerie intra-groupe et obligation de paiement
Par Thibaut Duchesne

Confirmation de la compétence de l'AMF pour sanctionner des manipulations de cours transfrontalières
Par Nicolas Ida

Modernisation du régime des organismes de placement collectif
Par Brune-Laure Dugourd

Visites domiciliaires de l'AMF : l'absence de notification du droit de se taire validée par le Conseil constitutionnel
Par Nicolas Ida

Concurrence

Par Rafael Amaro

Refus de contracter et abus de position dominante : le refus peut être abusif même si l'accès à l'infrastructure n'est pas indispensable
Par Rafael Amaro

L'appartenance de deux sociétés défenderesses à la même entreprise au sens du droit de la concurrence peut être assimilée à un lien de connexité au sens du règlement Bruxelles I refondu
Par Rafael Amaro

Rappels relatifs à la preuve du préjudice causé par une entente dans le régime antérieur à la directive Dommages
Par Rafael Amaro

Doctrine

Le secret professionnel des avocats outragé, martyrisé, mais peut-être libéré ?

Par Rémi Dalmau